

Courrier Fédéral

Bulletin d'information du Secrétariat de la fnic-cgt

524 du 27 juin 2013

Coût du capital et compétitivité

Sommaire

- **1ère partie** : Création et partage de la richesse . P. 3 - 11
- **2ème partie** : Le coût du travail : une invention patronale P. 12 - 19
- **3ème partie** : L'Allemagne : Tout sauf un modèle P. 20 - 23
- **4ème partie** : Le coût du capital P. 24 - 30

Imprimé par nos soins :
FNIC-CGT
263, rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.55.82.68.88
Fax. 01.55.82.69.15
<http://www.fnic.cgt.fr>
e-mail : fnic@cgt.fr
Directeur de Publication :
Carlos MOREIRA
ISSN : 0240 9259
N°CPPAP : 0318 S 06415
Mensuel : 2,74 €

Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT



Chimie . Pharmacie (Industrie. Répartition. Droguerie. Officines. Lam.) . Pétrole . Caoutchouc . Plasturgie .
Navigation de Plaisance . Instruments à écrire . Négoce & prestations de services dans les domaines médico-techniques.

SOCIÉTÉ MÉRIC & ASSOCIÉS

Pour comprendre,
anticiper, proposer

**L'expert comptable
du CE**

Pour bâtir
des alternatives

www.mericassocies.com



PARIS 75013
58A, rue du Dessous des Berges
01 56 59 13 50
infoparis@mericassocies.com

LYON 69007
363, rue Garibaldi
04 78 69 17 81
infolyon@mericassocies.com

1^{ère} partie

CRÉATION ET PARTAGE DE LA RICHESSE



La France est un pays capitaliste

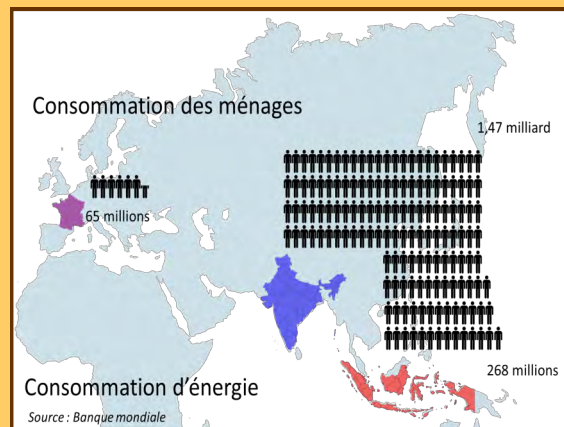
Notre pays est un nain démographique : moins de 0,9 % de la population mondiale, soit 65 millions d'habitants. Mais, les chiffres de notre économie montrent que nous sommes acteurs majeurs du capitalisme mondialisé, et non ses victimes.

Par exemple, selon les chiffres de la banque mondiale, si on ramène notre consommation d'énergie à celle de la moyenne mondiale, la France « pèse » autant que 150 millions d'habitants « moyens » au niveau mondial. Cela représente la consommation de l'Indonésie et de la Malaisie réunies, soit 268 millions d'habitants.

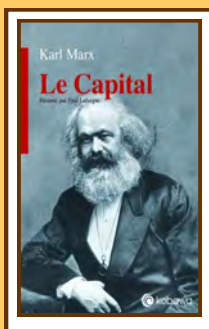
Si on fait la même opération avec la consommation des ménages, notre consommation de produits et de services, la France de 65 millions d'habitants « pèse » autant que 240 millions d'habitants « moyens ». Cela est égal à la consommation des ménages indonésiens,

malaisiens, auxquels il faut ajouter les indiens, soit au total, 1,47 milliards d'habitants.

Karl Marx définit le capitalisme comme le système du « *fétichisme de la marchandise* », avec une telle consommation de marchandises, on peut réellement placer la France dans le camp capitaliste.



Les principes de l'exploitation



La société capitaliste n'a pas toujours existé. Si elle a un début dans l'histoire, on peut donc supposer qu'elle a aussi une fin. Le capitalisme est étudié dans les plus grandes écoles de commerce du monde entier, en particulier à partir de l'analyse que Marx en a fait dans son livre « *Le Capital* ».

Il est basé sur deux grands principes :

- le rapport de subordination, qui organise juridiquement l'exploitation du travail. Selon ce principe, l'employeur dispose comme il l'entend de la force de travail du travailleur, durant le temps de travail.
- le second principe est la propriété lucrative. Elle établit que le travailleur aban-

donne à l'employeur le produit de son travail, sous prétexte que l'employeur est le propriétaire des moyens de production (usine, machines, ordinateurs, etc...).

En général, la contrepartie de cet abandon du produit du travail est la fourniture par l'employeur, de quoi renouveler la force de travail du travailleur.



A la base : la création de richesses

Ce qu'on nomme à la CGT « la richesse », c'est la valeur ajoutée, créée par le travail humain



Valeur ajoutée = 100 €

Est-ce que « SEUL » le travail crée la richesse ?

Les commentateurs économiques qui parlent sur TF1, BFM TV ou France Info affirment que le capital crée aussi de la valeur.

On nous donne de nombreux exemples d'entreprises dont les actions en Bourse augmentent, y compris sur le long terme. Il s'agit d'une illusion en réalité, car on ne parle jamais de celles qui baissent, exactement comme en sport, on parle des records du monde battus, jamais des multiples tentatives qui ont échouées.

Une étude du cabinet Seeds Finance, consultant pour l'investissement, faite sur l'indice SP500 de la Bourse américaine sur une longue période, montre que le capital ne crée pas de valeur. Ces courbes donnent en pourcentage annuel, la croissance des 500 premières actions américaines, suivant qu'on garde l'action 15, 20 ou 30 ans. Pour les 3 cas, la moyenne annuelle se situe entre 1,5 et 2 %.

Cette évolution moyenne des actions n'est ni plus ni moins égale à la moyenne historique de croissance du PIB, le Produit intérieur brut américain, qui se situe sur cette longue période, à 1,8 % par an, une croissance qui est due au seul travail.

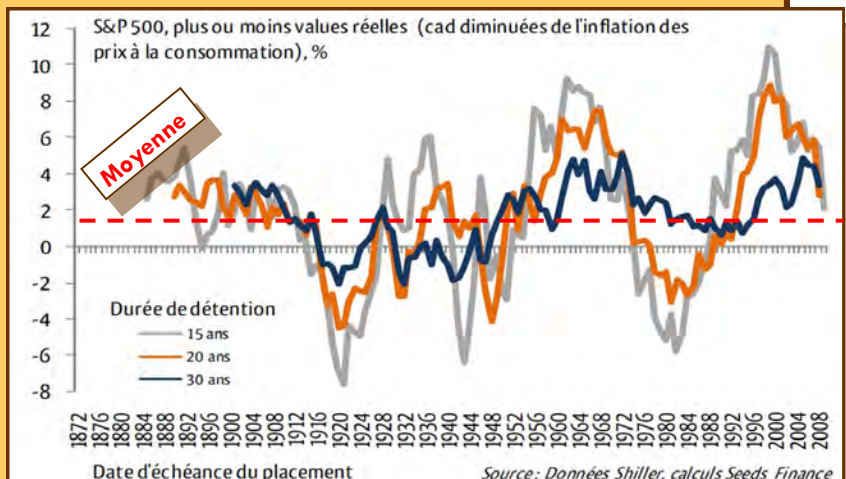
Moralité : Le capital n'apporte pas la moindre valeur. On dit qu'il est « stérile ».

Seul le travail humain crée la valeur.

Comment, alors, certains font des fortunes à la Bourse ? Là encore, on parle des réussites, jamais des échecs.

Par exemple, la crise de 2008-2009 a balayé de la liste des plus grandes fortunes mondiales pas mal de noms. En Russie, il y avait 87 milliardaires en 2008, c'était le deuxième pays derrière les Etats-Unis. En 2009, il n'y a que 32 noms russes sur la liste, 55 ont disparu, soit les 2/3.

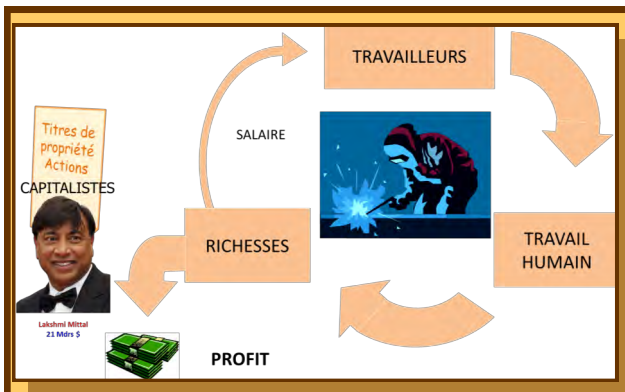
La crise financière a, aussi, balayé de la liste des milliardaires, des stars de la finance, comme l'expatron d'AIG, Maurice Greenberg, et celui de Citigroup, Sanford Weill.



**Le travail est
« LA SEULE » source de
création de richesse
(=de valeur ajoutée)**

Pour faire fonctionner une entreprise, il faut des bâtiments, des équipements, des machines, des ordinateurs, des sources d'énergie, des matières premières, des fournitures auxiliaires, etc.. Tout cela est indispensable, mais tout cela est insuffisant car lorsque les travailleurs partent tous en congés à la même date, l'entreprise, toute entière, s'arrête..

Le partage de la richesse



« Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner »

CNN, 25 mai 2005

La création de valeur (ou de richesses) dans la société capitaliste suit le circuit suivant :

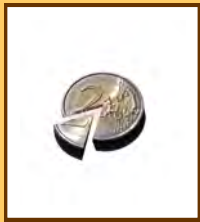
Dans la société, c'est l'ensemble des travailleurs qui est à la source du travail humain.

Ce travail humain collectif produit de la richesse ou « valeur ajoutée ».

La logique voudrait que cette richesse produite retourne aux travailleurs. Mais, il n'en va pas ainsi dans le capitalisme.

La valeur ajoutée, entièrement créée par les travailleurs, est confisquée par des non-producteurs de richesses : les capitalistes. Cette confiscation se fait au seul motif que les capitalistes sont propriétaires des moyens de production.

L'employeur, qui est le commanditaire des propriétaires de moyens de production, va reverser aux travailleurs une partie de cette valeur ajoutée (le salaire), pour renouveler la force de travail des travailleurs, et il va garder le reste (le profit).



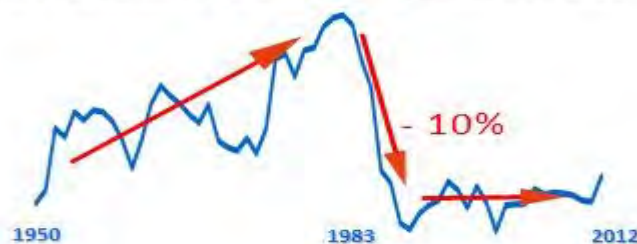
Warren Buffet
44 Mds \$



Le partage de la valeur par le capitaliste crée un antagonisme, un conflit d'intérêt, entre la classe des travailleurs, qui sont les seuls producteurs de la valeur ajoutée, et la classe de ceux qui sont propriétaires des moyens de production. Cet antagonisme est nommé « lutte des classes ».

La lutte des classes n'est pas un choix politique, c'est une conséquence directe de la nature du capitalisme.

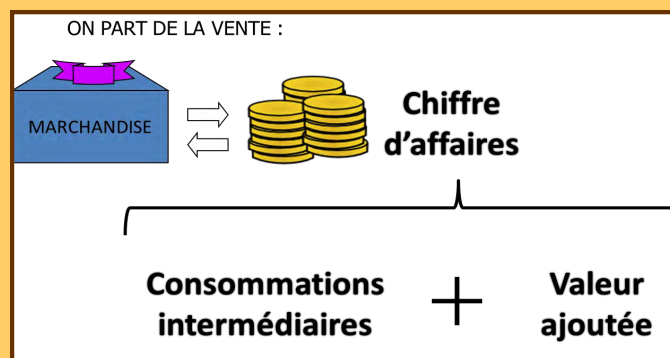
Part des salaires dans la valeur ajoutée en France



10% du PIB, c'est 200 milliards d'euros supplémentaires pour le capital, chaque année



Le partage de la richesse à l'entreprise



L'entreprise est le lieu de la création de richesses = la création de valeur.

Comme on l'a vu précédemment, le propriétaire des moyens de production, le capitaliste, veut s'accaparer la partie la plus importante possible de cette création de richesses. Dans l'absolu, il considère que la totalité, 100 % de cette richesse doit lui revenir, de part le droit de propriété lucrative. Tout ce qui vient se déduire de ces 100 % est vu par le capitaliste comme un « coût » qui vient diminuer son légitime profit.

On part de la vente des marchandises produites dans l'entreprise : pneus, médicaments, du polypropylène, etc.. Le revenu de cette vente est nommé « chiffre d'affaires ».

Le capitaliste va calculer son profit à partir de ce chiffre d'affaires. Il va commencer par ôter les « consommations intermédiaires ». Elles représentent l'ensemble des produits et services nécessaires à la production, et qui sont extérieurs à l'entreprise : l'achat de matières premières, l'achat de services extérieurs comme par exemple l'énergie, la sous-traitance, l'intérim, l'énergie nécessaire à la production, etc..

Ce qui reste du chiffre d'affaires, moins les consommations intermédiaires, c'est la valeur créée dans l'entreprise elle-même : c'est la valeur ajoutée.

La part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires dépend de l'activité de l'entreprise.

On a, ici, 4 exemples de notre champ professionnel de part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires. Bien entendu, les valeurs totales des chiffres d'affaires ne sont pas les mêmes entre le laboratoire d'analyses de Châteaudun et le groupe Michelin.

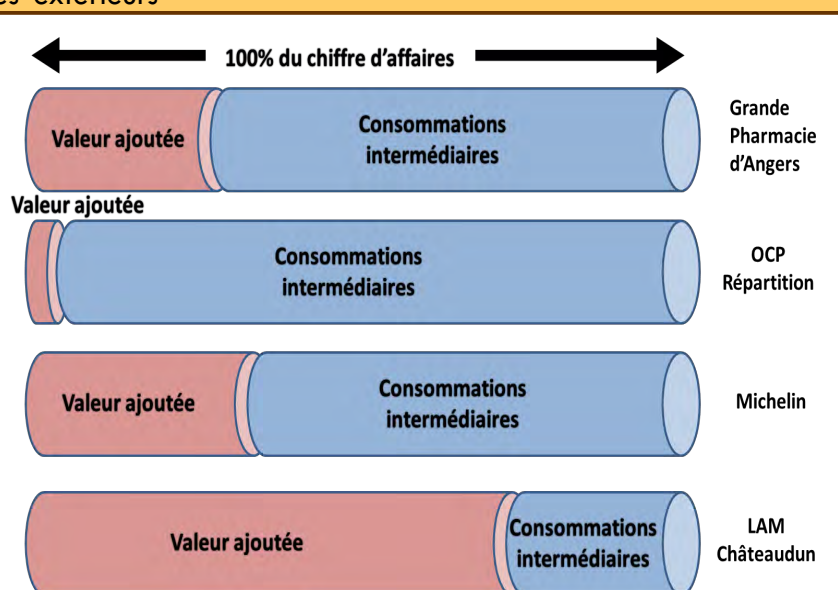
Les consommations intermédiaires comprennent, elles-mêmes, des valeurs ajoutées, produites par le travail humain d'autres entreprises. Exemple : OCP Répartition comprend dans ses consommations intermédiaires l'achat de sa matière première, les médicaments, un produit lui-même à haute valeur ajoutée.

Ce n'est pas parce que la part de la valeur ajoutée est faible qu'on produit peu de richesses dans l'entreprise : la notion de consommations intermédiaires, que les capitalistes nomment « charges externes » n'est pas établie de manière formelle. Par exemple, les matières premières peuvent bénéficier de prix de transfert plus ou moins avantageux, suivant les objectifs d'affichage de l'entreprise, être bénéficiaire ou déficitaire.

La concurrence entre les entreprises, mais aussi la structure juridique des entreprises (dans le cas des grands groupes par exemple) introduit des « biais » dans la valeur ajoutée comptable.

Les comptes peuvent même faire apparaître une valeur ajoutée négative, comme par exemple chez Faurecia (non représenté ici), ce qui ne correspond à aucune réalité.

Au final, si la richesse créée à l'entreprise par le travail est réelle, son équivalent comptable, la valeur ajoutée, n'a parfois qu'un lointain rapport avec la réalité. Mais globalement, la valeur ajoutée, ou le Produit Intérieur Brut, le PIB, qui est la somme des valeurs ajoutées en France, restent des repères importants pour la bataille des idées comme pour les luttes.



La valeur ajoutée, créée par le travail vivant de l'entreprise, est répartie entre travail et capital, sous prétexte que le capitaliste est « propriétaire » des moyens de production. La part du travail, c'est le salaire, la part du capital, c'est le profit.

✓ finance une part des infrastructures sociales nécessaires à la production (école pour former les travailleurs, hôpitaux pour les soigner, routes pour leur permettre de se rendre au travail, police pour les réprimer lorsqu'ils manifestent, etc..),

✓ rémunère la propriété lucrative au travers du bénéfice.

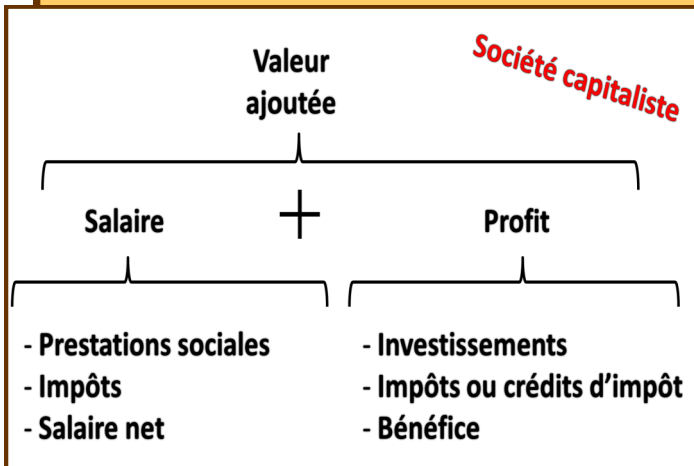
Et, c'est le salaire qui finance les prestations sociales, telles que assurance maladie, retraites, allocations chômage ou familiales, et qui répond aux besoins individuels des travailleurs au travers du salaire net. N'oublions pas, non plus, que notre salaire paye aussi une bonne part des impôts : TVA, CSG, taxe d'habitation, impôt sur le revenu, taxe sur les produits pétroliers.

Dans de nombreux cas, l'employeur ne paye qu'un salaire fortement réduit, voire aucun salaire (emplois aidés, travail dissimulé, sans papiers...).

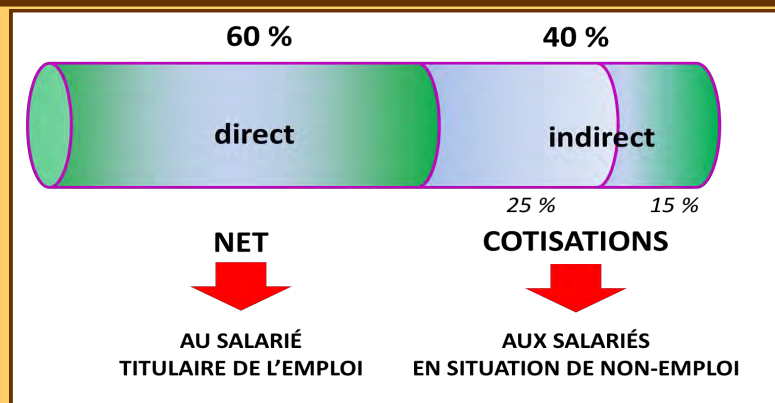
LE PROFIT EST ALORS ÉGAL À 100 % DE LA VALEUR AJOUTÉE. On peut donc imaginer une société non capitaliste où **ON ÉLIMINE LE PROFIT** et que le **SALAIRE** soit **ÉGAL À 100 % DE LA VALEUR AJOUTÉE.**

Dans la société capitaliste, c'est le profit qui :

✓ finance les investissements, la reproduction des moyens de production,



Le salaire socialisé



LE RAPPORT **PROFIT** / **SALAIRE** MESURE LE **TAUX D'EXPLOITATION**

Si dans la valeur ajoutée, on a un partage égal 50/50 entre salaire et profit, cela signifie que la moitié de la richesse (uniquement créée par le travail), va au capital. Le **TAUX D'EXPLOITATION** est alors de **100 %**.

Pour le groupe **L'OREAL**, la part des salaires est d'environ **15 %** de la valeur ajoutée. Le **TAUX D'EXPLOITATION** est donc de **570 %**

Dans le groupe **EXXONMOBIL**, la part des salaires est encore plus faible : **8 %** de la valeur ajoutée. Le **TAUX D'EXPLOITATION** est supérieur à **1000 %**.

Autrement dit, sur une journée de 8 heures, chaque salarié reçoit sous forme de salaire et cotisations sociales **38 minutes**. Le capital s'appropriant directement les **7 heures 22** restantes.

Le profit

- ☞ C'EST LA RICHESSE QUE LE CAPITALISTE S'ACCAPARE ET DÉTOURNE DU CIRCUIT ÉCONOMIQUE.
- ☞ C'EST LA PROPRIÉTÉ LUCRATIVE QUI LÉGITIME LE PROFIT. MAIS QU'EST-CE QUI LÉGITIME LA PROPRIÉTÉ LUCRATIVE ?
- ☞ LE PROFIT, C'EST LE BÉNÉFICE PRIVÉ SOUTIRÉ D'UNE ACTIVITÉ ENTièrement SOCIALE : LE TRAVAIL.
- ☞ UN JUSTE RETOUR, UNE JUSTE RÉPARTITION DES RICHESSES NÉCESSITE DONC DE :

S'OPPOSER AU PROFIT

... CAR L'EXISTENCE MÊME D'UN PROFIT SIGNIFIE QU'IL Y A
"EXPLOITATION CAPITALISTE"

La finalité de l'entreprise

Pour maximiser son bénéfice, le capitaliste dispose de plusieurs armes :

- ① La légitimité juridique de restreindre les droits citoyens dans « son » entreprise, et même au-delà.
- ② La domination médiatique et culturelle pour façonner les cerveaux.
- ③ Par exemple, il va nommer « coût », « charge » ou « frais » tout ce qui diminue son bénéfice.

Il va jusqu'à nous faire croire que même le travail est un « COÛT ».



**MAXIMISER
MON BÉNÉFICE**



Bernard Arnault
41 Mdrs \$

Pour maximiser le bénéfice : Intensification de l'exploitation



Pour augmenter son bénéfice, le capitaliste agit sur chaque ligne du compte de résultat :

- ☞ Augmenter le chiffre d'affaires et, donc, le prix de vente et le nombre de clients, en allant chercher de nouveaux clients, en augmentant la production.
- ☞ Diminuer ses consommations intermédiaires, qu'il nomme « charges externes ».
- ☞ Augmenter le profit :
 - ⇒ Diminution des frais de personnel en valeur (salaires) et en volume (emplois).
 - ⇒ Diminution des prélèvements sur le profit : diminuer, limiter ou reporter les investissements, optimiser la fiscalité (niches fiscales, paradis fiscaux, prix de transfert, crédits d'impôts..).
 - ⇒ Emprunter pour augmenter le bénéfice.

La diminution des frais de personnel, à richesse créée « égale », peut s'obtenir de multiples manières :

- ☞ Augmenter la productivité, c'est-à-dire le taux d'exploitation capitaliste (augmentation de l'intensité du travail, passage en équipes postées, économies d'échelle telles que regroupement de salles de contrôle, d'usine, augmentation du temps de travail...).
- ☞ Faire payer les salaires par quelqu'un d'autre : l'Etat, la Sécurité sociale, la collectivité (emplois aidés, exonérations de cotisations, chômage partiel..), les organismes de formation (périodes de professionnalisation, apprentissage..).
- ☞ Ne pas payer les salaires : Sans papiers.
- ☞ Diminuer les salaires (chantage à l'emploi, au « coût » du travail).
- ☞ Restructurer l'entreprise.



Pour maximiser le bénéfice : La restructuration

- ☞ Dans la restructuration, les moyens vus précédemment sont tous utilisés en même temps.
- ☞ La restructuration permet d'accélérer le processus d'intensification de l'exploitation du travail.
- ☞ La comptabilité capitaliste est alors utilisée pour justifier une modification du partage de la richesse produite.
- ☞ D'après cette comptabilité, les résultats sont présentés comme « fatals » (raisonnement à base des coûts).

**C'EST LA
“STRATÉGIE
DU CHOC”**

Les derniers développements de LA MONDIALISATION CAPITALISTE

Le capitaliste mondialisé bénéficie-t-il aux pays pauvres ?

En 30 ans, le capitalisme a échangé des dizaines de millions d'emplois convenablement rémunérés, des postes d'ouvriers qualifiés qui bénéficiaient d'une protection sociale dans les pays développés, contre des centaines de millions d'emplois à 150 euros par mois sans protection sociale ni démocratie.

Quelques dizaines, d'un côté, contre quelques centaines, de l'autre. Mais, des salariés debout, d'un côté, contre des salariés hyper-exploités, de l'autre.

Acte 1 : Les années 1980

1. Stagnation du profit sur les marchés « matures ».
2. La Chine et l'Inde deviennent les usines du monde.
3. L'exploitation dans ces pays permet d'accélérer les cycles de consommation.
4. Malgré le chômage qui explose chez les ouvriers et la stagnation des salaires, il y a augmentation du pouvoir d'achat des classes moyennes des pays riches.

Acte 2 : Les années 2000

1. Après les productions, délocalisation des brevets, de la R&D et des hautes technologies.
2. Les classes moyennes sont touchées dans les pays occidentaux, leurs revenus baissent et leur chômage augmente.
3. Pour maintenir le capitalisme et le pouvoir d'achat des classes moyennes, deux politiques :
 - ♦ Baisse des impôts (surtout pour les riches) : augmentation de la dette publiques.
 - ♦ Incitation à l'endettement.



Acte 3 : 2007 - 2008

1. Incitation des très pauvres à recourir à l'emprunt (subprimes).
 2. Les banques diluent ces créances pourries dans des produits financiers classiques (obligations, actions) : C'est la titrisation. Les risques deviennent invisibles.
 3. La défiance des banques entre elles et envers les fonds d'investissement, y compris les Sicav monétaires, provoque la crise de 2008.
 4. Les contribuables sont priés de payer les pots cassés :
 - ♦ 700 milliards de dollars aux Etats-Unis (Plan Paulson).
 - ♦ 1.700 milliards de dollars en Europe (octobre 2008).
- L'**opacité du système est telle qu'on est incapable de chiffrer les pertes bancaires de la seule crise des subprimes de 2007 :
- ♦ La banque fédérale américaine les évalue à 150 milliards de dollars.
 - ♦ La Deutsche Bank les estime à 400 milliards
 - ♦ La banque d'affaire américaine Goldman Sachs les place à 2.000 milliards
 - ♦ Pour le FMI, le montant serait de 945 milliards.

Acte 3 : Aujourd'hui

5. Les pertes bancaires de la crise de 2008 sont abyssales. La spéculation contre la dette des Etats qui les ont sauvé de la faillite va permettre de remonter les profits bancaires.
6. Contrairement aux autres pays développés, l'Europe s'est interdit de faire financer son économie par sa banque centrale, et dépend entièrement des marchés pour financer ses déficits. Les spéculateurs s'engouffrent dans la brèche.
7. La Grèce est la première touchée. Pour éviter une sortie de l'euro de la Grèce,

l'Allemagne accepte un plan d'aide (avril 2010), mais associé à une exigence pour toute l'Europe : Le retour strict et rapide aux critères de Maastricht (d'où le battage sur la dette).

Acte 4 :

Le gouvernement français a fait le choix d'accentuer l'austérité.

Pour restaurer le taux de marge des entreprises, Le MEDEF et le gouvernement s'attaquent aux salaires : Pas de hausse du SMIC ou presque (+ 0,4 % en juillet 2012), remise en cause de la protection sociale financée par le salaire.

Le battage médiatique

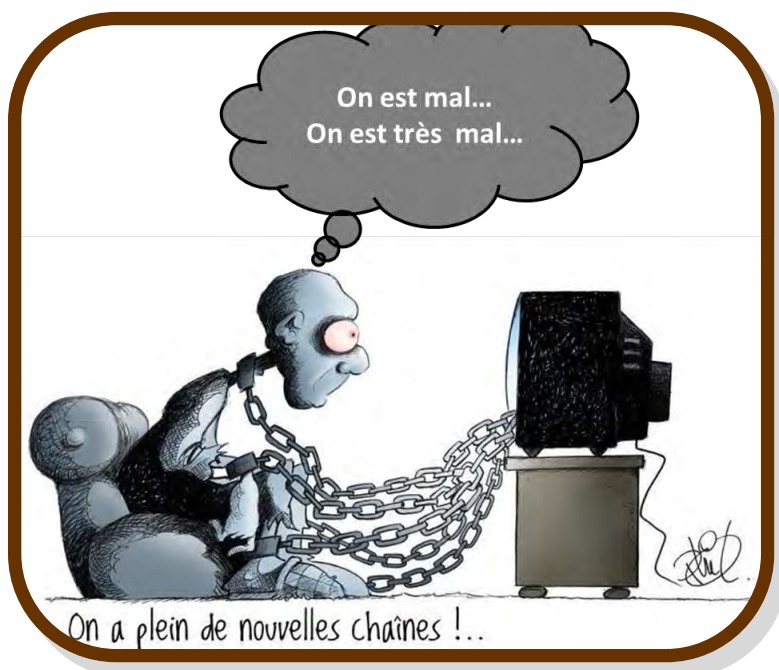
Un intense battage médiatique vise à modifier de nouveau le partage de la richesse :

- « *Notre dette est trop élevée, nous avons ruiné nos enfants en vivant au-dessus de nos moyens* ».
- « *Notre protection sociale pèse sur la compétitivité. Ce n'est pas au travail de financer*

les allocations familiales ni l'assurance maladie ».

- « *Pour embaucher, les entreprises doivent pouvoir licencier plus facilement* ».
- « *Le coût du travail en France est l'un des plus élevés du monde, en particulier en raison des charges sociales qui favorisent les délocalisations* ».

**Un intense
b a t t a g e
m é d i a t i q u e
v i s e à m o -
d i f i e r d e
n o u v e a u l e
p a r t a g e d e
l a r i c h e s s e**



2^{ème} partie

LE COÛT DU TRAVAIL : UNE INVENTION PATRONALE

Le coût du travail : Traduction en langage courant

- Population active en France : 28,4 millions
- 89% des actifs en France sont des salariés

Salariés + Privés d'emplois
25,4 millions

Extrait de « Insee Première » n°1393, février 2012

③ Structure du coût salarial en 2008 selon le secteur d'activité

		Versements au profit du salarié		Charges de l'employeur				en %	
		Salaire brut (1)	Dont épargne salariale (2)	Cotisations sociales (3)	Frais de formation professionnelle (4)	Autres dépenses (5)	Impôts sur les salaires (6)	Subventions (7)	Cotisations/ salaire brut
B-E	Industrie	66,84	3,20	29,62	2,16	0,09	1,35	0,07	44,31
B	Industries extractives	66,25	3,71	30,55	2,21	0,04	0,99	0,04	46,11
C	Industrie manufacturière	66,92	3,20	29,55	2,21	0,10	1,28	0,07	44,16

66,84 % + 29,62 % = 96,46 %

« COÛT DU TRAVAIL » = SALAIRE

Le coût du travail n'existe pas

Remplacez « COÛT DU TRAVAIL » par « SALAIRE » dans les phrases suivantes :

« Je le dis de façon claire : le **Coût du travail** **salaire** est aussi un facteur de perte de compétitivité. Il faut le **baisser** en transférant une partie des **charges** sur la CSG sans toucher le pouvoir d'achat. »
1^{er} septembre 2012



« L'allègement du **Coût du travail** **salaire** prendra la forme d'un crédit d'impôt aux entreprises et portera sur les salaires allant de 1 à 2,5 fois le SMIC »

6 novembre 2012



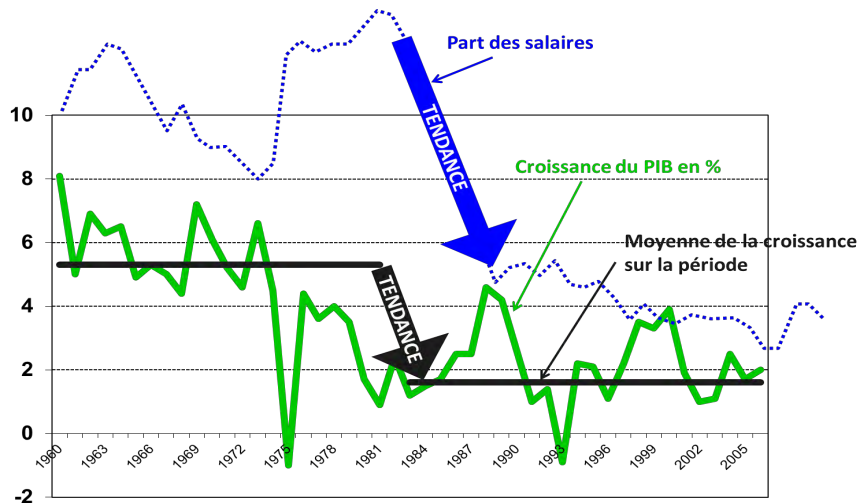
« Nous avons été entendus ! Le gouvernement s'attaque vraiment à la question du **Coût du travail** **salaire** »

7 novembre 2012

TOUT EST DONC QUESTION DE ... TERMES !

Question n°1

LE SALAIRE EST-IL TROP ÉLEVÉ EN FRANCE ?



Une part des salaires qui ne favorise pas la croissance

Ces exonérations ont d'abord été justifiées « au nom de l'emploi » ou au nom du « coût » du travail, ce qui est la même chose.

Elles ont, ensuite, été généralisées. Elles ont été multipliées par 20 en 20 ans.

Depuis 30 ans, le SMIC brut (net + cotisations dites « salariales ») a augmenté de plus de 40 %. Pourtant, le SMIC socialisé a très peu augmenté, les cotisations pa-

L'emploi salarié représente en France plus de 90 % de l'emploi. 10 % des ces emplois sont au SMIC. trionales, payées par définition par l'employeur, ayant fortement diminuées sur la période.

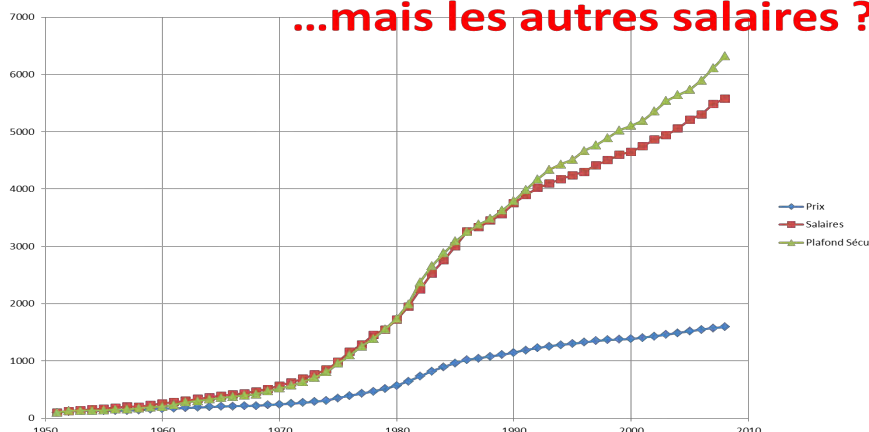
Les exonérations de cotisations, qui frappent les salaires jusqu'à 1,6 fois le SMIC, touchent 63 % des salariés. Les nouvelles mesures, suite au rapport Gallois, aggravent cette situation, en octroyant des crédits d'impôts sur les salaires jusqu'à 2,5 fois le SMIC. Au total, 88 % des salaires sont frappés par les exonérations et crédits d'impôts, soit 21 millions de salariés.

Aujourd'hui, le taux de cotisation au niveau du SMIC n'est que de 20 %. Parmi ces 20 %, les cotisations qui vont à la Sécurité sociale représentent moins de 5 %, soit la quasi-gratuité. La différence, c'est nous qui la payons à la Sécurité sociale, en qualité de contribuables, sous forme notamment de CSG.

On voit que le SMIC socialisé est quasiment bloqué depuis 30 ans.

Le SMIC est bloqué, d'accord...

...mais les autres salaires ?



Or ce SMIC socialisé, c'est ce que les patrons nomment « coût du travail ». Ce n'est donc pas le soi-disant « coût » du SMIC qui pèse sur le profit.



L'évolution des salaires depuis 60 ans peut être partagée en 3 périodes :

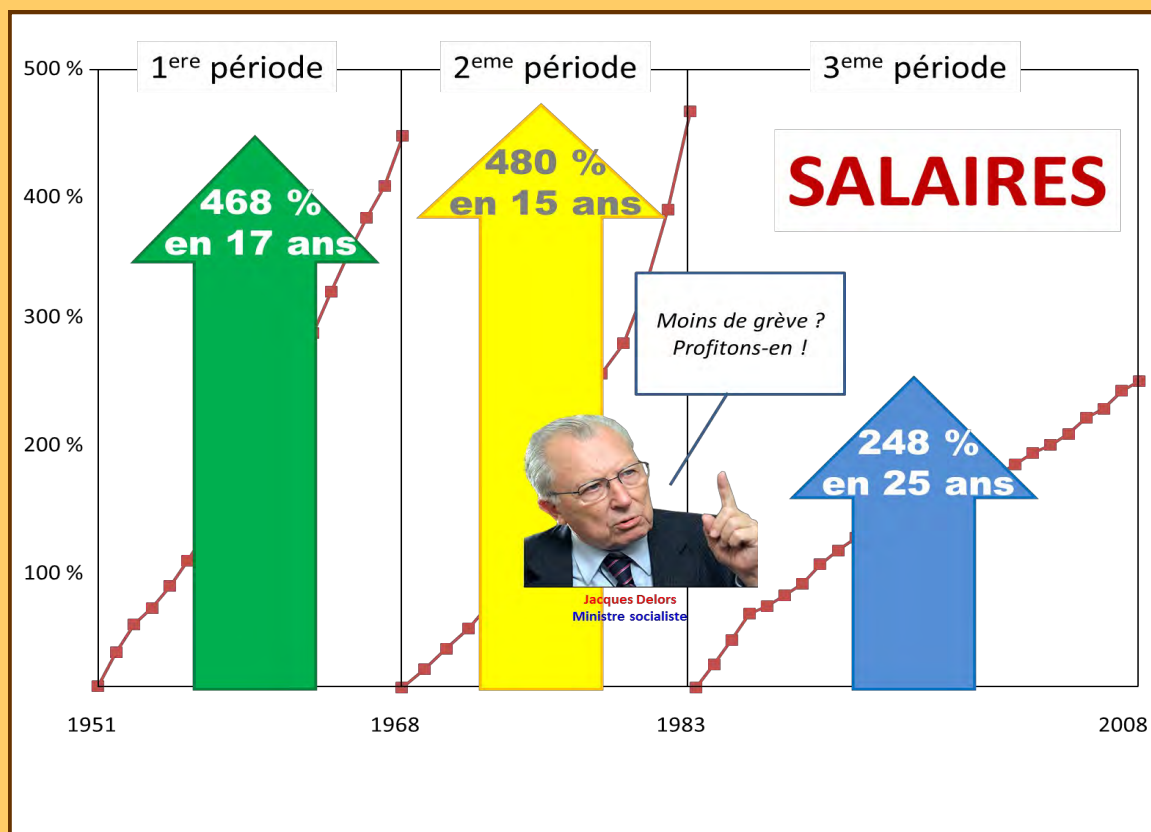
- ◆ De l'après-guerre à 1968 : De nombreuses luttes pour les salaires, amènent la moyenne des salaires à augmenter de 468 % en 17 ans.
- ◆ En 1968, les salaires bénéficient de fortes augmentations, du fait, là aussi, des luttes sociales. En juin 1968, le SMIC augmente de 35 % à Paris et les salaires moyens d'environ 10 %. Jusqu'en 1983, la moyenne des salaires en France augmente de 480 % en 15 ans.
- ◆ En 1983, c'est « le tournant de la rigueur » : le ministre socialiste, Delors, abo-

lit l'échelle mobile des salaires, en se vantant publiquement, à l'époque, d'avoir « obtenu la suppression de l'indexation des salaires sans une grève ».

Les exonérations de cotisations, c'est-à-dire la baisse du salaire socialisé, sont lancées par le gouvernement Rocard dans la foulée de la création de la CSG.

Le résultat est une chute spectaculaire dans l'évolution des salaires : seulement + 248 % en 25 ans, soit un rythme 4 fois plus faible que les deux périodes précédentes.

Aujourd'hui, le premier salaire d'embauche est inférieur au SMIC dans de nombreuses branches professionnelles.



Réponse n°1

LE SMIC COMME LES SALAIRES SONT HISTORIQUEMENT FAIBLES EN FRANCE

Question n°2

ET PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS ?

L'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne représentent, à eux quatre, environ 60 % du PIB de l'Union européenne.

Regardons, pour ces quatre principaux pays européens, l'évolution de ce que les patrons appellent les « coûts salariaux unitaires » pour l'ensemble de l'économie.

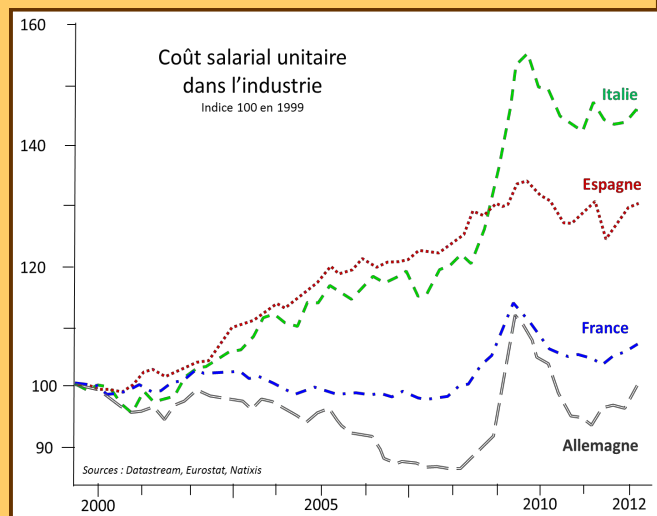
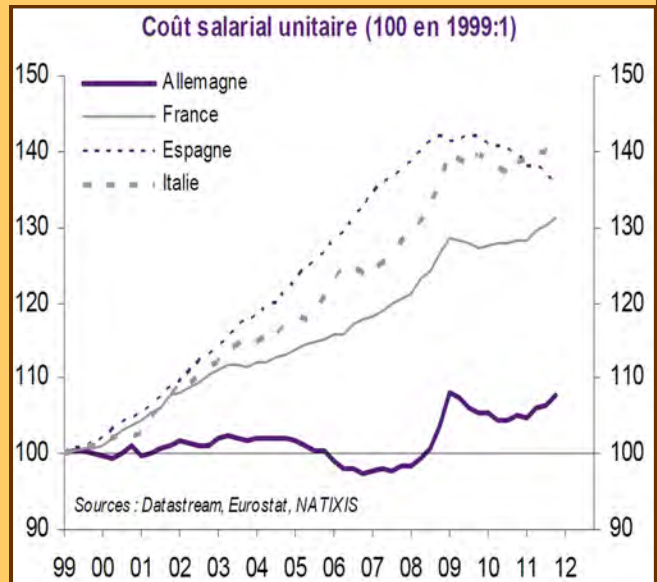
Le coût salarial unitaire est le salaire socialisé horaire, divisé par la productivité horaire.

On observe une évolution assez similaire entre la France, l'Espagne et l'Italie, avec un « coût salarial » augmentant d'environ 2,5 % par an. En revanche, le cas de l'Allemagne est fortement atypique : Les « coûts salariaux unitaires », c'est-à-dire en langage courant, les salaires, ont été quasiment gelés pendant dix ans, entre 1999 et 2009.

S'il y a ici un élément aberrant, il vient de l'Allemagne et non de la France.

L'évolution des salaires dans le secteur manufacturier, c'est-à-dire dans l'industrie. On voit un gel des salaires, en France, de 1999 à 2009, et carrément une baisse en Allemagne sur la même période.

Aucune dérive salariale des salaires français par rapport aux trois autres pays, bien au contraire ! Les salaires ont été bloqués ou presque, depuis plus de 12 ans. Le problème pour les industriels, c'est qu'à salaire constant, les marges bénéficiaires des entreprises ont baissé. L'objectif des employeurs est de restaurer leurs profits, sur le dos des salaires, en prétendant ces derniers « trop élevés »...



Réponse n°2

L'ÉVOLUTION DES SALAIRES EST SIMILAIRE DANS LES PAYS D'EUROPE SAUF L'ALLEMAGNE

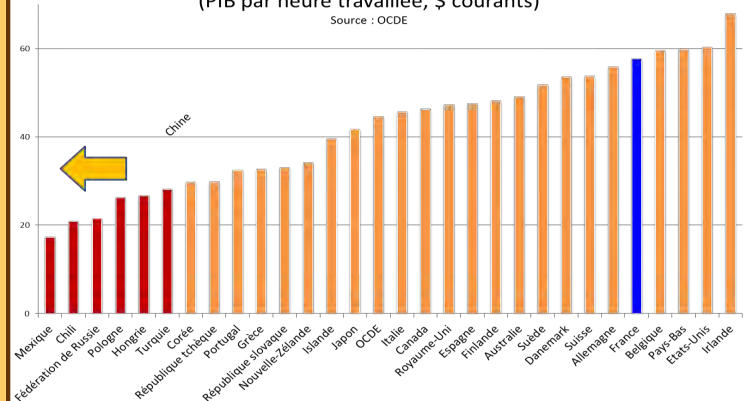
Question n°3

ET PAR RAPPORT AUX PAYS ÉMERGENTS ?

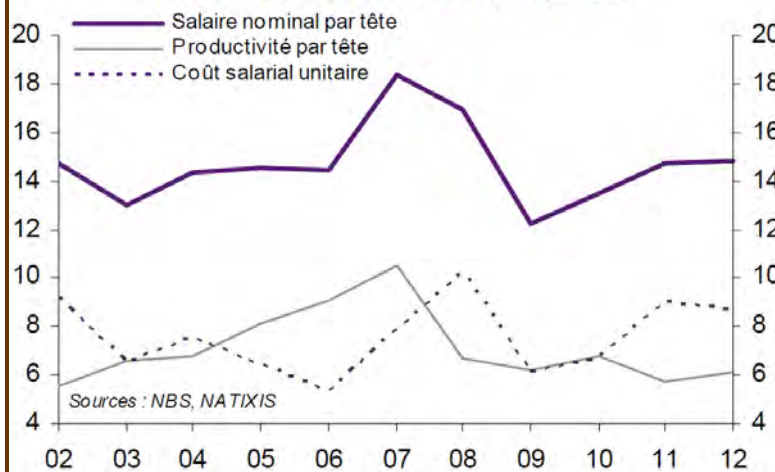
Si l'on veut comparer des économies fortement différentes en matière de salaire, il faut tenir compte de la productivité, c'est-à-dire la quantité de richesses produite par heure de travail. Or, de ce point de vue, la France est, de longue date, dans le peloton de tête mondial de la productivité.

Si les capitalistes délocalisent les productions à l'étranger, c'est qu'ils y trouvent leur compte.

PRODUCTIVITÉ 2011
(PIB par heure travaillée, \$ courants)
Source : OCDE



Chine : salaire nominal, productivité par tête et coût salarial unitaire (en % par an)



Les économistes libéraux considèrent, aujourd'hui, que les salaires en Chine sont déjà trop élevés.

Une étude de juin 2012 de Natixis montre que les salaires en Chine ont progressé plus vite que les gains de productivité, si bien qu'il n'est plus suffisamment rentable, aujourd'hui, pour un capitaliste, d'exploiter la main d'œuvre chinoise. On observe d'ailleurs un transfert des investissements de la Chine vers des pays à plus bas salaires, tels que le Bangladesh ou certains pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Egypte, Maroc). L'étude conclut que « La Chine ne sera bientôt plus un endroit compétitif

Après 30 ans de croissance très importante du PIB, c'est-à-dire de la richesse produite en Chine, où en est-on aujourd'hui ?

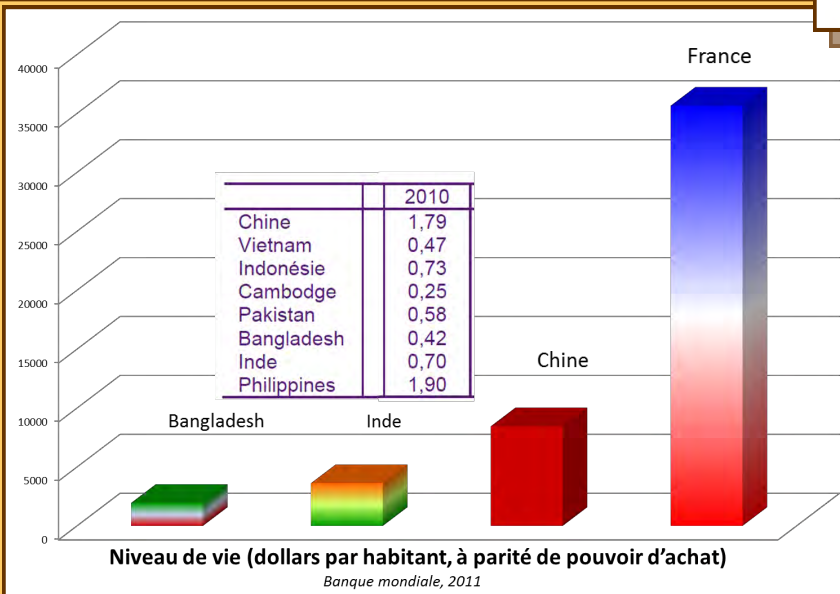
Entre 1976 et 2006, le PIB de la Chine a été multiplié par 15, ce pays est, aujourd'hui, la seconde puissance économique derrière les États-Unis. Mais aujourd'hui, avec 25 % de la population mondiale, la Chine ne produit que 10 % du PIB mondial.

La croissance chinoise, « usine du monde » où des millions d'emplois ont été délocalisés, va-t-elle se poursuivre ?





Exemple de la Chine



Ce salaire est vingt fois plus faible en Chine qu'aux États-Unis et trente fois plus faible qu'en France. De plus, la protection sociale chinoise est quasi-inexistante : 89 % des chinois ne sont couverts par aucune couverture santé, plus de 60 % des retraités sont dépendants de leurs enfants (source OCDE).

Ces niveaux de salaires et de protection sociale très bas sont pourtant en amélioration rapide, et c'est justement ce qui pose pro-

Ces niveaux de salaires, ce niveau de vie que le capital considère comme déjà trop élevés pour être rentable, quel est-il ? Le graphique montre le niveau de vie comparé du Bangladesh, de l'Inde, de la Chine et de la France, et donne une idée de ce que les capitalistes estiment être le niveau de vie compatible avec ce qu'ils attendent comme rentabilité. Le pouvoir d'achat d'un chinois est quatre fois inférieur à celui d'un français.

On voit, ici, le salaire moyen horaire dans l'industrie pour plusieurs pays à bas salaire (salaire en dollars, y compris cotisations sociales).

blème à ceux que les médias nomment « des investisseurs », c'est-à-dire des capitalistes. Ceux-ci n'ont pas d'état d'âme : Ils continueront de mettre en œuvre toutes les stratégies nécessaires pour maximiser les profits.

Pour conclure ce flash rapide sur la Chine, et la comparaison avec la situation en France, la question est : **Jusqu'à quel prix accepte-t-on de continuer le jeu de la concurrence mondialisée ?**

Réponse n°3

LE NIVEAU DE VIE, QUE LES CAPITALISTES ESTIMENT « COMPATIBLE » AVEC LEUR EXIGENCE DE PROFIT, EST INFÉRIEUR À CELUI DE LA CHINE

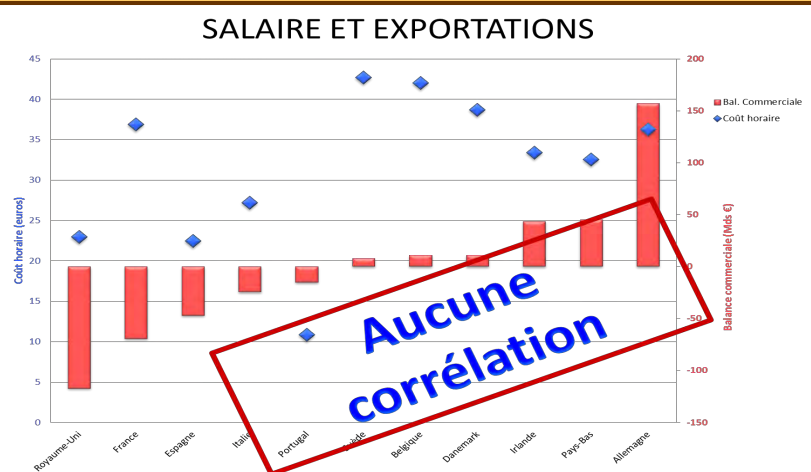
Question n°4

BAISSER LE SALAIRE, EST-CE BÉNÉFIQUE POUR L'ÉCONOMIE ?

Contrairement à ce que prétendent les gouvernements successifs ou les patrons, il n'y a aucun lien entre niveau de salaire et taux de chômage.

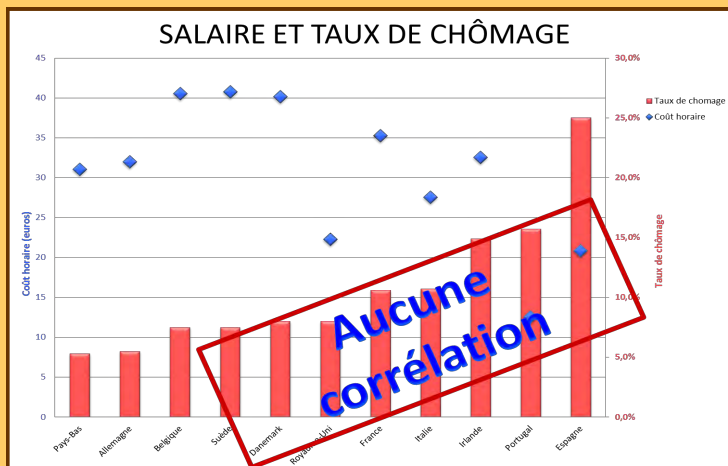
Ce graphique ne montre pas de corrélation entre les deux. Exemple : On peut avoir un taux de chômage faible et des salaires jugés « élevés » par les patrons et les commentateurs (c'est le cas du Danemark), ou des salaires très faibles (Royaume Uni). De même, des salaires faibles n'empêchent pas un chômage élevé, à l'exemple de l'Espagne ou du Portugal.

A noter : Les chiffres des salaires (« coûts horaires ») proviennent du Coe Rexecode, un cabinet d'analyse patronal.



Aucune corrélation

Le constat le plus intéressant est que sur la première partie de la décennie 2000, la France a concilié un gel du coût salarial unitaire avec pourtant des baisses de part de marché.



Aucune corrélation

On a ici de 1^{er} graphique (à gauche) qui donne l'évolution de ce qu'on appelle le « coût salarial unitaire », autrement dit le salaire.

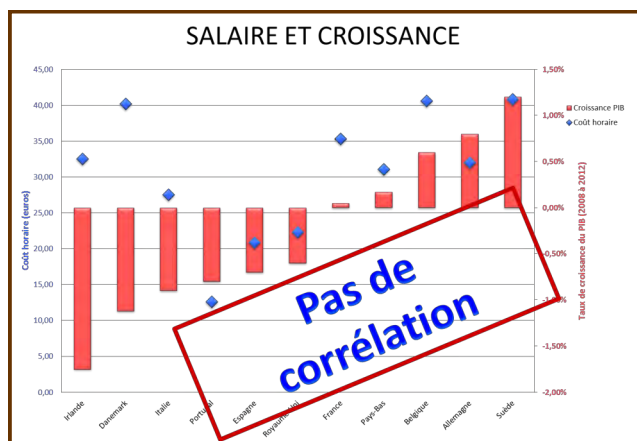
On voit, ici, qu'entre 2001 et 2005, l'évolution du salaire unitaire en France reste stable. Pendant la même période, le salaire en Italie augmente de 10 % environ.

Ce 2^e graphique (ci-dessus) met en parallèle l'évolution des parts de marché mondiales. On voit que la France perd des parts de marché, malgré une stagnation des salaires. La baisse des parts

Troisième élément, pas de rapport non plus, en Europe, entre le niveau des salaires et celui des exportations. Le Royaume-Uni, pays de très bas salaires, a, néanmoins, une balance commerciale négative. A l'inverse, la Belgique, au niveau de salaires jugés « élevés », a une balance commerciale équilibrée. On voit que le cas de l'Allemagne est très particulier : Son modèle économique est très fortement exportateur, avec une balance commerciale positive de plus de 160 milliards d'euros. On va voir que ce modèle n'est en rien un modèle.

de marché italiennes, malgré une hausse des salaires de 10 %, est parallèle à la nôtre.

Conclusion : Pas de corrélation non plus entre niveau des salaires et part de marché.



dé par le gouvernement, n'a pas d'impact positif sur la croissance.

Ce graphique montre qu'en Europe, les salaires très faibles du Portugal ou de l'Italie vont de pairs avec une récession plus importante que dans des pays d'Europe où les salaires sont plus élevés. La Suède par exemple, là où la crise de croissance est la moins forte, est le pays où le salaire est le plus élevé.

Mis à part le Danemark, les salaires les plus élevés sont dans la partie droite du graphique, là où la croissance est la plus forte (ou la moins faible), ce qui tendrait à prouver ce que nous avançons à la CGT : augmenter les salaires, c'est bon pour la croissance.

Contrairement à ce que prétend (entre autres) le ministre de l'économie Moscovici, baisser le salaire, comme cela vient d'être déci-

Réponse n°4

LE NIVEAU DES SALAIRES N'A AUCUNE INFLUENCE POSITIVE :

- ◆ Ni sur le TAUX DE CHÔMAGE
- ◆ Ni sur les EXPORTATIONS
- ◆ Ni sur les PARTS DE MARCHÉ

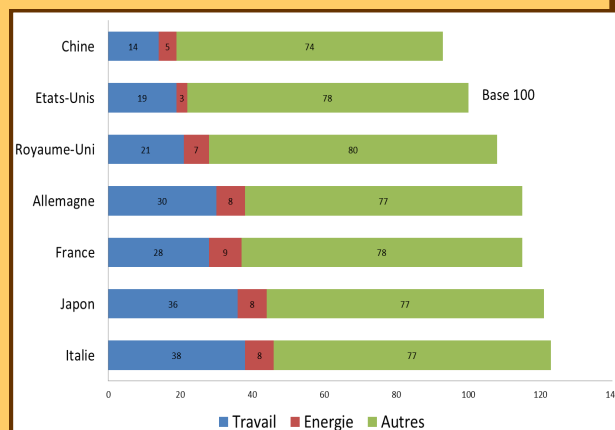
BAISSER LES SALAIRES, C'EST MAUVAIS POUR L'ÉCONOMIE. EN REVANCHE, DES SALAIRES ÉLEVÉS, ONT UN IMPACT SUR LA CROISSANCE.

Une étude passée sous silence

Sur le plan du « coût complet » de production, incluant le travail mais aussi l'énergie et les autres facteurs (« coût » des biens intermédiaires et des biens d'équipement), une analyse du Boston Consulting Group (BCG), un cabinet libéral, compare les « coûts manufacturiers » de différents pays vis-à-vis des Etats-Unis (base 100). Cette étude tend à montrer que l'Allemagne et la France sont au même niveau (115) et que leurs « coûts manufacturiers » sont meilleurs par exemple que ceux du Japon (121) ou de l'Italie (123) mais plus élevés que ceux du Royaume-Uni (108), des Etats Unis et de la Chine (93). Selon le BCG, le « coût du travail » serait toujours relativement moins élevé en France qu'en Allemagne.

Sans valider ces chiffres, cela peut nous permettre de relativiser l'importance donnée au simple coût du travail.

Bizarrement, cette étude, reprise par le journal Les Echos du 26 septembre 2012, n'a pas du tout été commentée ni reprise. Y a-t-il un rapport avec le fait qu'elle n'aille pas dans le sens du discours dominant ?



3^{ème} partie

L'ALLEMAGNE : TOUT SAUF UN MODELE

Allemagne : Exporter ou mourir



L'Allemagne est le second exportateur mondial derrière la Chine mais devant les Etats-Unis. L'économie allemande s'est spécialisée dans l'exportation (40 % du PIB, un quart des emplois) qui constitue pour ce pays, une véritable fuite en avant.



① Le pays s'est spécialisé de longue date dans les biens d'équipement pour l'industrie et bénéficie à plein du développement des pays émergents qui investissent massivement dans de nouvelles capacités de production et s'équipent auprès de fournisseurs allemands. L'économie allemande est ce qu'on appelle une économie « amont », qui produit les machines dont les autres pays ont besoin pour produire leurs voitures, leurs avions, ou leurs betteraves, etc...



② Les constructeurs automobiles allemands sont positionnés sur le haut de gamme et bénéficient pleinement de la croissance des hauts revenus dans les pays développés et surtout dans les pays émergents.



③ On peut, aussi, rajouter que les dépenses de R&D de l'Allemagne (2,82 % du PIB en 2009) sont supérieures à la France (2,21 % du PIB en 2009).

L'ensemble de ces éléments sont taillés pour favoriser l'économie allemande, en particulier, son industrie.

Une constellation de pays sous dépendance allemande

Les industriels allemands ont intégré à leur processus de fabrication des pays « satellites » comme la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie ou la Hongrie tout en maintenant le plus gros de la valeur ajoutée produite sur leur territoire. Les gains, en termes de parts de marché en Europe, concernent en particulier les pays dont nous venons de parler. Mais l'Allemagne a gardé le bout de chaîne et la part importante de la valeur ajoutée qu'elle contient.

Dans l'industrie automobile, par exemple, 41 % des importations réalisées par le terri-

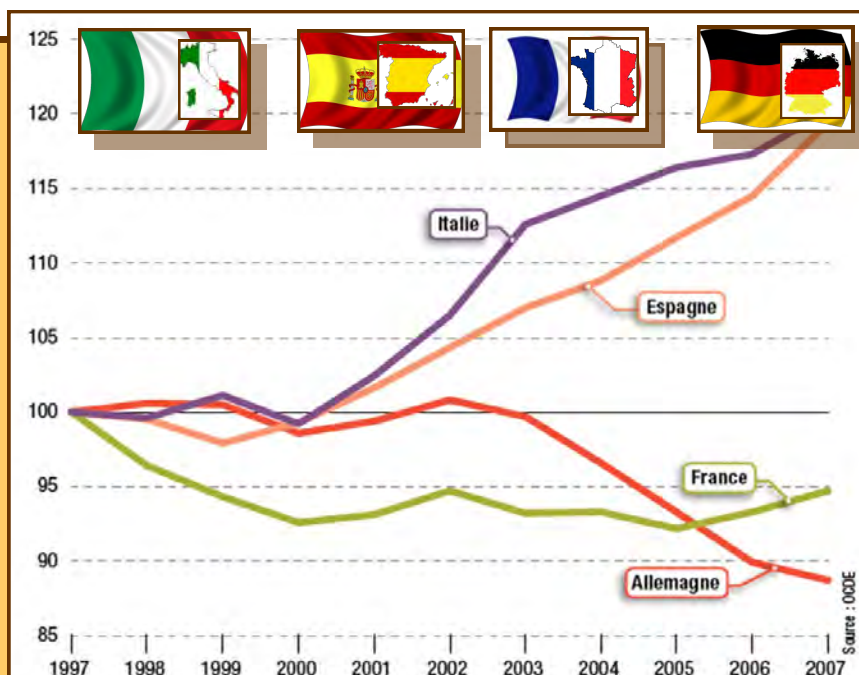
toire allemand sont des pièces détachées, alors que 75 % des exportations sont des véhicules assemblés.

En janvier 2012, un projet de directive à Bruxelles visant à encadrer l'étiquetage « made in Germany » a fait bondir les industriels allemands, aussitôt soutenus par le gouvernement Merkel. Le texte voulait réserver l'appellation « made in Germany », pour les produits dont la fabrication a eu lieu à 45 % en Allemagne au minimum. Résultat des courses : à ce jour, le projet de directive a été enterré.

Evolution des coûts salariaux unitaires dans l'industrie de 1997 à 2007

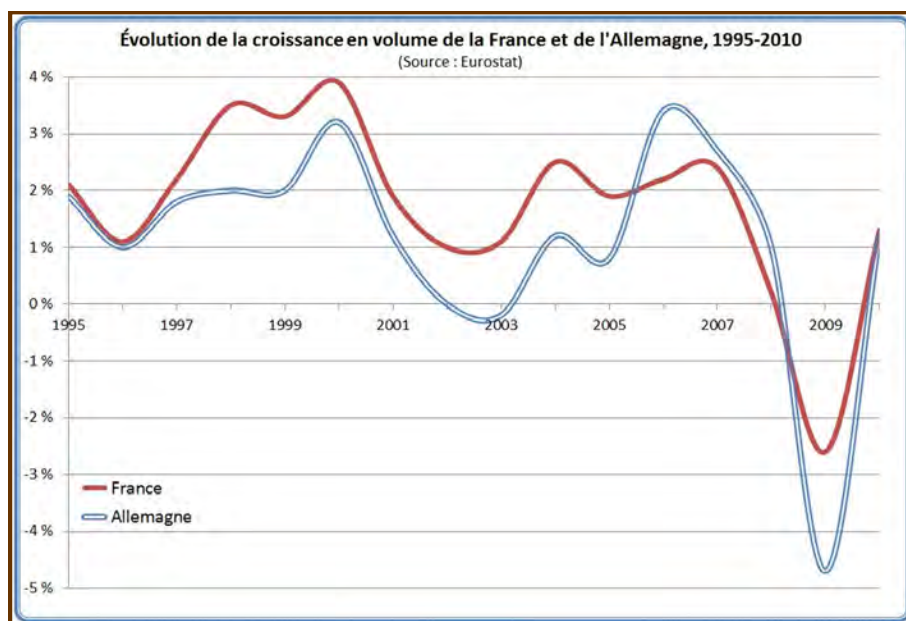
Pour développer cette « mono-économie » (comme il existe une monoculture) tournée vers l'exportation, les salaires allemands ont été diminués, ceci pour rester « compétitifs ». Les salaires allemands ont été bloqués à partir de 2000, un cas unique dans tous les pays de l'OCDE. On voit sur ce graphique, déjà vu précédemment, la courbe orange des salaires allemands.

Ceci a provoqué une baisse de la consommation intérieure allemande. Le fameux « modèle allemand » ne peut donc marcher que s'il est fortement exportateur, le consommateur allemand ne pouvant acheter les produits compétitifs réalisés. Ce n'est donc en rien d'exploitation de ses voisins : vouloir être exportateur net (donc « gagner ») signifie vouloir que ses partenaires commerciaux soient importateurs nets, et « perdent donc en permanence ».

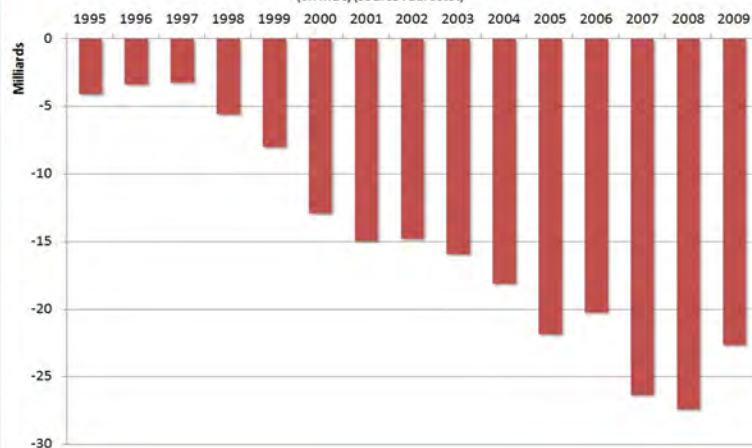


Evolutions diverses entre la France et l'Allemagne

Le manque de performance de ce système « parasite » s'observe sur ce graphique, qui illustre que la croissance allemande a été inférieure à la croissance française 13 fois en 16 ans, et que le PIB par habitant en France a désormais dépassé son homologue allemand, alors qu'il lui était inférieur de 15 % en 1995.



Évolution du solde commercial entre la France et l'Allemagne
(en Md€) (Source : Eurostat)



Ce graphique montre que le modèle allemand ne tient que grâce aux exportations. L'avance de l'Allemagne sur la France a ainsi disparu en 10 ans. Quand ses partenaires réduiront leurs achats (en raison d'une récession économique – France –, par le développement de leur propre production intérieure – Chine –, ou simplement par des barrières commerciales pour se protéger), l'Allemagne souffrira terriblement, comme on l'a vu en 2009 avec une récession de près de 5 %.

L'essentiel des lois Hartz :

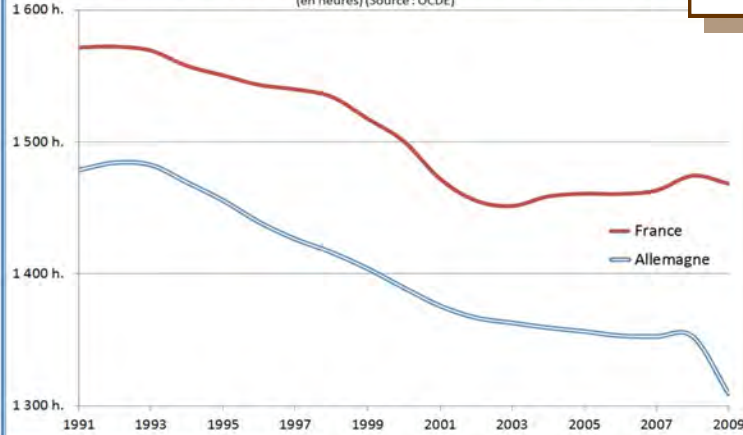
- ☐ Création des contrats Minijobs : Salaire entre 400 et 800 euros mensuels, contrat précaire et à court terme
- ☐ Réduction importante des cotisations et taxes pour les entreprises
- ☐ Réduction des indemnités de chômage longue durée de 3 à 1 an, en cas de refus d'un emploi en-dessous de sa qualification
- ☐ Réduction possible des indemnités des chômeurs dont la famille a des économies

Peter Hartz
C'est moi !



Peter Hartz
ex-DRH de Volkswagen

Évolution du temps de travail annuel moyen en France et en Allemagne
(en heures) (Source : OCDE)



Soulignons pour l'anecdote qu'un point a cependant été préservé par l'Allemagne : sa très faible durée du temps de travail. Car on le sait peu, mais les allemands travaillent 10 % de moins que les français, 1310 heures contre 1470 en 2009 – comme quoi la baisse du temps de travail n'empêche pas d'être compétitif...

On exige des chômeurs des preuves constantes qu'ils sont bien à la recherche d'un emploi.

L'absence de salaire minimum en Allemagne oblige les travailleurs à compléter leur revenu grâce aux prestations sociales.

De nombreux employeurs utilisent les « mini-jobs » pour permettre une plus grande flexibilité de leur personnel, si bien que la moitié des embauches sont des contrats à court terme en Allemagne aujourd'hui.

D'autres types de contrats se sont développés, appelés les « 1 euro-jobs », payés un euro de l'heure, généralement pour des travaux d'intérêt public.

Allemagne : une explosion des inégalités

En 2010, l'Allemagne est en tête des pays européens avec 70 % des chômeurs « en risque de pauvreté », contre 45 % en moyenne dans l'Union européenne et 33 % en France. Les contrats mini-jobs sont très répandus chez les retraités : 660 000 d'entre eux combinent leur pension à un mini-job.

-Inégalité entre riches et pauvres : les 10 % d'Allemands les plus aisés détenaient, en 2008, 53 % de la richesse privée du pays, contre 45 % dix ans auparavant. La moitié la plus modeste des foyers détenait en 2008 seulement 1 % de la richesse nationale privée.

❑ Entre 2003 et 2010, le pouvoir d'achat des 40% des salariés les moins bien payés a baissé de 12%

❑ 21% de travailleurs pauvres en 2010

❑ Si on introduisait un salaire minimum légal de 8,50 euros, cela conduirait à une revalorisation de salaire de 25% des femmes et 15% des hommes

❑ Un quart des salariés occupent aujourd'hui un emploi atypique, à faible salaire et cette proportion (la même désormais qu'aux Etats-Unis) monte à 40% chez les femmes

❑ La proportion de chômeurs indemnisés a chuté de 80% en 1995 à 35% en 2008 et toutes les chômeurs depuis plus d'un an ont basculé vers l'aide sociale

-Inégalité entre hommes et femmes : l'Allemagne est l'un des pires pays de l'OCDE de ce point de vue : 25 % de différence de salaire (12 % en France), 50 % sur les pensions de retraite (34 % pour la moyenne de l'OCDE)



**L'EURO,
C'EST LE
DEUTSCH MARK
DÉGUIsé !**



Allemagne : une monnaie taillée sur mesure

Soulignons enfin que l'Allemagne « exploite » non seulement sa population, mais également ses partenaires de la zone euro, puisque ce système monétaire ne peut pas compenser les écarts de productivité générés, n'ayant plus de monnaies nationales qui pouvaient être dévaluées afin de rééquilibrer les échanges.

C'est un vice profond de l'euro en tant que monnaie unique, s'il ne trouve pas de réponse, l'euro peut exploser, comme il a failli le faire en mai 2010.

Même la patronne du FMI, qu'on ne peut pas facilement soupçonner d'anticapitalisme, considère le soi-disant « modèle allemand » comme un exemple à ne pas suivre...

L'Allemagne : un pays riche peuplé de pauvres !

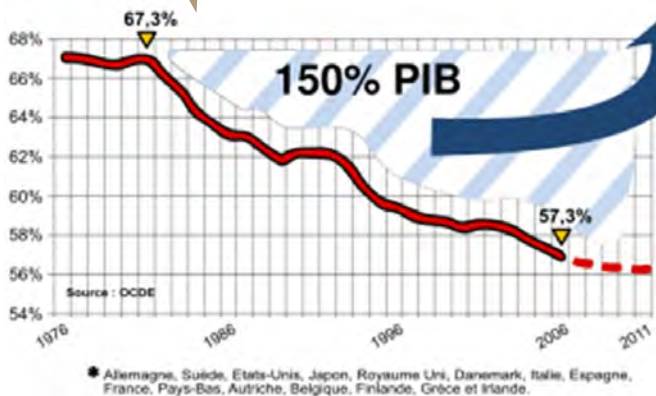
En février 2010, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a déclaré la Loi Hartz constitutionnelle, mais a jugé que le mode de calcul retenu violait le droit au « minimum vital digne » garanti par la constitution. De 359 euros par personne, l'allocation minimum a, depuis, été revalorisée à 374 euros...



4^{ème} partie

LE COÛT DU CAPITAL

CAPITAL



Le coût du capital sur l'économie



On a vu en début de document, la courbe pour la France, de la part des salaires dans la valeur ajoutée, qui caractérise le partage des richesses créées entre salaire et profit.

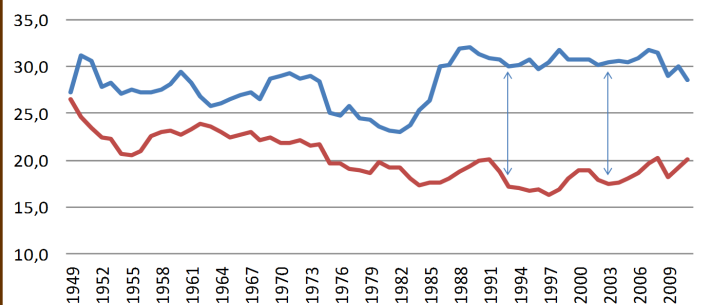
Si on fait cette courbe au niveau pour les 15 pays les plus riches du monde, on s'aperçoit que les 10 % que le capital a gagné sur le travail représentent, en cumulé entre 1983 et 2006, l'équivalent de 1,5 année de PIB de ces mêmes pays, soit 50.000 milliards de dollars.

Une bonne part de ces milliards sont partis en fumée dans la spéculation boursière, une autre part ayant alimenté l'accumulation financière des ultra-riches, enfin une faible part a été réinjectée dans l'économie en tant que « consommation des riches ».

Concernant l'accumulation financière, il y a 25 ans, la planète comptait 140 milliardaires en dollars. Ils sont 1.226 en 2012, dont 250 en Chine, un pays soi-disant communiste. Pas de crise pour ces milliardaires, 1.226 est un record absolu depuis vingt-cinq ans que le classement existe, 16 de plus que l'an dernier, où le chiffre de 1.210 avait déjà été présenté comme un record. Un seul milliard de dollars, c'est 38.000 années de SMIC à 1.700 euros par mois.

Cette accumulation financière a fait exploser les inégalités dans le monde.

Evolution du taux de marge et du taux d'investissement des sociétés non financières



A partir des données INSEE

La part des investissements productifs dans l'économie est dé-corrélée du niveau des marges des entreprises.

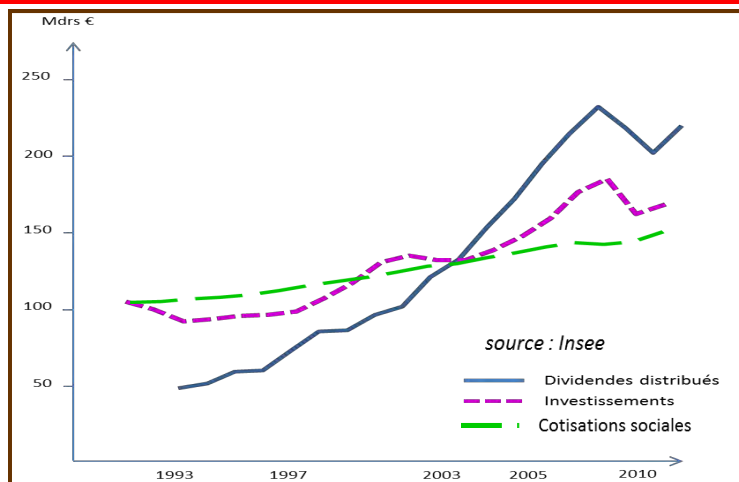
Cette captation de valeur par le capital servirait, selon le modèle économique libéral, à la source de l'investissement.

D'ailleurs n'appelle-t-on pas les actionnaires des « investisseurs » ?

En réalité, ce graphique montre que le taux d'investissement des entreprises en proportion de la valeur ajoutée produite (courbe rouge, Formation Brute de Capital Fixe sur valeur ajoutée) n'est pas corrélé à l'évolution du taux de marge (courbe bleue, Excédent Brut d'Exploitation sur valeur ajoutée).

Il y a un coût du capital qui a augmenté fortement depuis le début des années 80.

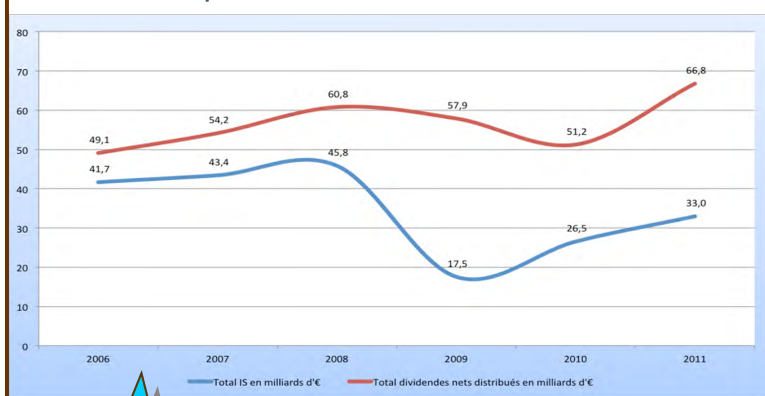
COÛT DU CAPITAL ET COMPÉTITIVITÉ



Les dividendes distribués sont aujourd'hui très largement supérieurs aux cotisations versées par les employeurs, comme le montre le graphique ci-dessus. Les chiffres concernent le compte S11 des sociétés non financières et S12 des financières.

Le graphique ci-dessous montre sur une base 100 prenant 1993 comme année de référence, que la masse salariale (en rouge) est restée remarquablement stable par rapport à la valeur ajoutée brute (67 % en 1993, 67,8 % en 2011). Les hausses de salaire direct (net), ont été compensées par des baisses de salaire indirect (cotisations). Alors que dans le même temps, le poids des dividendes totaux distribués dans la valeur ajoutée était multiplié par presque 3 (7,5 % en 1993, 21,1 % en 2011).

Dividendes et impôts sur les sociétés

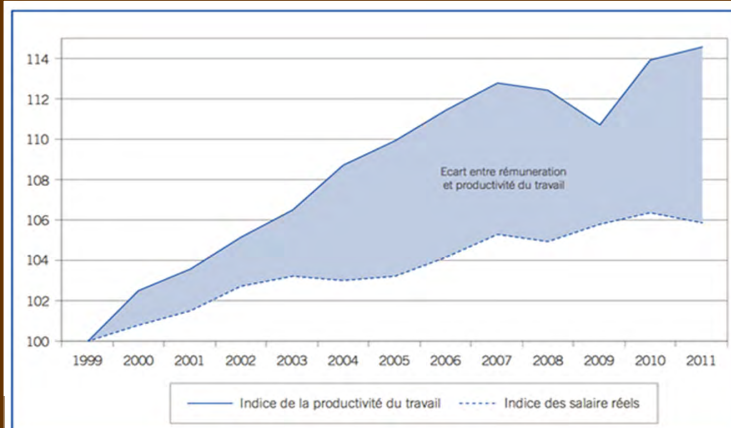


On a vu précédemment que la masse salariale, le salaire socialisé, a été quasiment gelée depuis 1993.

Dès lors, une question se pose. Si l'augmentation des dividendes n'a pas été prélevée directement sur la masse salariale, sur quel poste ont été prélevés ces dividendes ?

Ce graphique montre que les dividendes n'ont quasiment pas été affectés par la crise de 2008 et ont retrouvé rapidement leur vitesse de croisière. Ce n'est pas le cas de l'impôt sur les sociétés, qui a baissé. Le manque à gagner, en matière de rentrée fiscale, de 13 milliards d'euros par an entre le niveau de 2008 et celui de 2011, serait pourtant bien utile pour payer les intérêts de la dette publique.

Mais bien sûr, certains trouvent que les impôts sont encore trop élevés..



Note: Comme les indices désignent une moyenne pondérée, les évolutions dans les trois plus grandes économies (États-Unis, Japon et Allemagne) ont une incidence particulière sur ce résultat. La productivité du travail est mesurée par la production par travailleur.

Sources: Base de données mondiale du BIT sur les salaires; BIT, Modèle économétrique des tendances, mars 2012.

Ce graphique montre l'évolution de deux indices, à base 100 pour l'année 1999 : d'une part la productivité (ligne continue bleue en haut) et les salaires réels (ligne pointillée en bas). L'écart entre les deux courbes montrent la captation, par le capital, des gains de productivité durant cette période.

EN CONCLUSION

POUR QUE LES REVENUS DU CAPITAL CONTINUENT D'AUGMENTER, LES CAPITALISTES ONT :

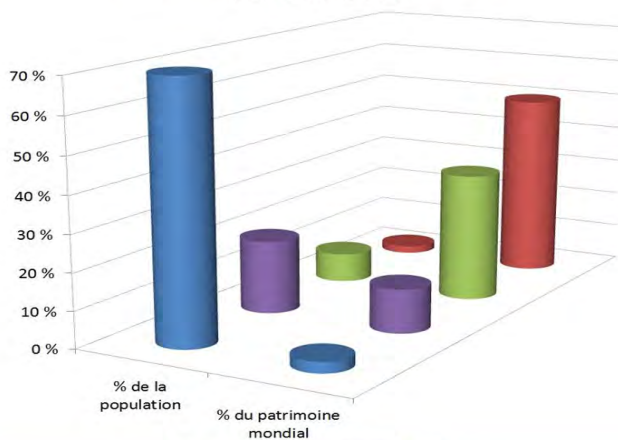
- baissé les **COTISATIONS SOCIALES** (qui sont du salaire)
- baissé l'**IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**
- baissé les **INVESTISSEMENTS**
- capté la totalité des **GAINS DE PRODUCTIVITÉ**

UNE CHARGE ÉNORME POUR LA COLLECTIVITÉ, AU PROFIT D'INTÉRÊTS PRIVÉS

TOUT CECI AYANT POUR CONSÉQUENCE UNE EXPLOSION DES INÉGALITÉS.

Les inégalités dans le monde

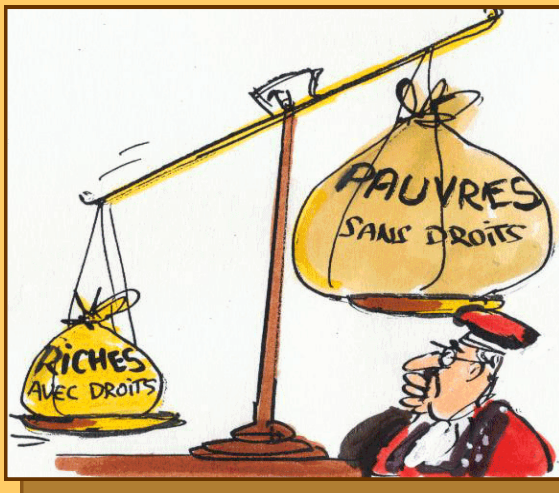
Distribution du patrimoine mondial en 2005
(Source : UNU-WIDER)



© Olivier Berruyer, www.les-crises.fr, 2011

70 % de la population mondiale ne possède que 3 % du patrimoine mondial, alors que 2 % en possède la moitié.

Ainsi, si le monde était un groupe de 10 personnes, une seule personne posséderait presque 90 % des richesses, la seconde presque 10 %, et les 8 autres devraient se partager les 5 % restants.



L'indice de Gini est un indice qui mesure les inégalités. Plus le chiffre est élevé, et plus les inégalités sont importantes.

Pour Gini = 0, on a l'égalité totale, pour Gini = 100, c'est le maître qui a tout et l'esclave, rien.

L'évolution de l'indice de Gini, de 1820 à nos jours dans différentes parties du monde, montre que la courbe des inégalités est parallèle en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. De même pour l'Europe de l'Est, avec une baisse très importante des inégalités entre la fin de la seconde guerre mondiale et la fin des années 80.

Si on ajoute les zones géographiques manquantes, on peut noter trois grandes périodes :

- ☞ De 1820 à 1914, avec un pic explosif des inégalités en Afrique et Moyen-Orient, qui correspond à la période de colonisation.
- ☞ Une deuxième période, qui va de la première guerre mondiale à 1980-1985, où les inégalités restent stables (sauf Europe de l'Est).
- ☞ Enfin une troisième période avec un fait remarquable : on observe que pour la première fois de l'Histoire, les sept zones géographiques mondiales suivent le même mouvement vers « plus d'inégalités ».

Nous vivons bien une période particulière de l'histoire du capitalisme.

La faim et la malnutrition sont, au niveau mondial, la cause numéro un d'inégalité et le risque numéro un pour la santé humaine, leur impact dépasse celui du SIDA, du paludisme et de la tuberculose réunis.

Il y a un mort de faim toutes les 3 secondes, dont 14.000 enfants par jour, soit un toutes les 6 secondes.



Les visages du grand capital

La fortune de Bernard Arnault

(29 milliards d'euros)
représente :

- ◆ 52 millions de fois le seuil de pauvreté mondial
- ◆ 2,2 millions d'années de SMIC ...Le produit de son seul travail ?



François Hollande
Ex candidat

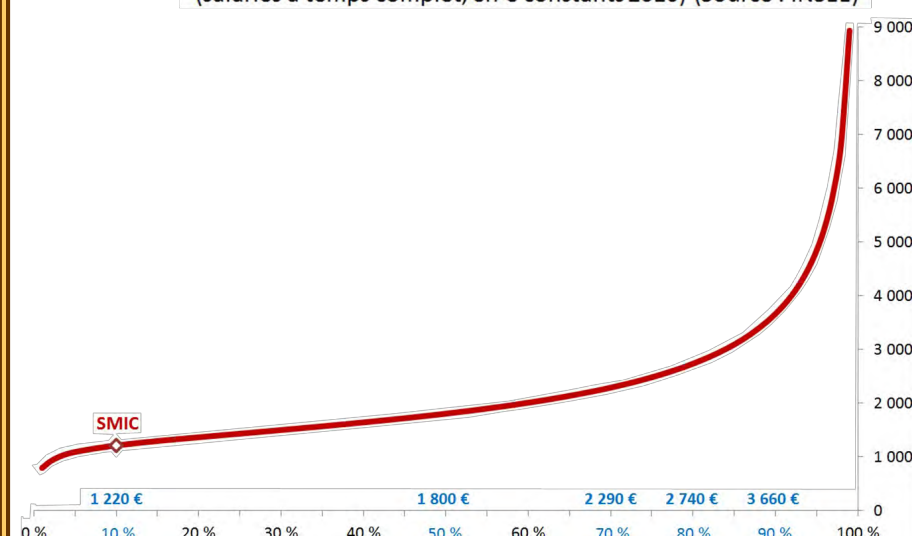
« Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. »

22 janvier 2012

Le patrimoine cumulé des 10 personnes les plus riches en 2011 est égal à celui détenu par les 6.600.000 français les moins aisés

La répartition des revenus en France

Distribution du salaire mensuel net en France en 2007
(salariés à temps complet, en € constants 2010) (Source : INSEE)



L'étude de deux économistes sociaux-libéraux, Piketty et Landais, et portant sur les inégalités, montre qu'il y a un lien direct entre la part du Top 0,1 % des plus hauts revenus, et le niveau de taxation marginale, c'est-à-dire le niveau du barème le plus élevé de l'impôt sur le revenu.

Ce niveau, après avoir oscillé entre 70 % et 90 % dans la période 1945 à la fin des années 60, est aujourd'hui très bas : 41 % en 2012. Mais

Ce graphique montre la distribution des salaires en France : 10 % gagnent moins de 1.220 € nets, le salaire médian est de 1.800 € et 90 % des salariés gagnent moins de 3.660 € nets mensuels.

Ce qu'on ne voit pas sur le graphique, c'est que la part du Top 0,1 % des revenus, ceux qui gagnent plus de 346.000 € par an, a augmenté de plus de 30 % entre 1997 et 2006, ce qui est considérable.

certaines trouvent cela encore trop élevé et préfèrent s'expatrier à l'étranger.

Le résultat de ces cadeaux fiscaux aux plus riches sont, non seulement une augmentation du nombre de « très riches », un accroissement des inégalités, mais aussi une baisse des recettes fiscales, d'où les problèmes de dette publique.

Le coût du capital sur le service public

Cadeaux aux entreprises :

La Cour des comptes, a publié dans son rapport d'octobre 2010, les dispositifs dérogatoires de toutes sortes dont peuvent bénéficier les entreprises en France.

Ce rapport dénombre pas moins de 293 « dépenses fiscales », représentant 35 milliards d'euros, soit près de la moitié du coût des niches fiscales officielles (74,8 milliards).

S'y ajoutent les niches fiscales « déclassées », qui s'élèvent à 71,3 milliards et les niches « sociales », en fait des exonérations de cotisations sociales pour les entreprises. Elles pèsent 66 milliards d'euros.

Au total, 172 milliards d'aides publiques, soit **un chiffre dépassant le déficit public**.

Les libéraux nomment ce poste « soutien à l'activité économique », mais rien ne vient démontrer cela.

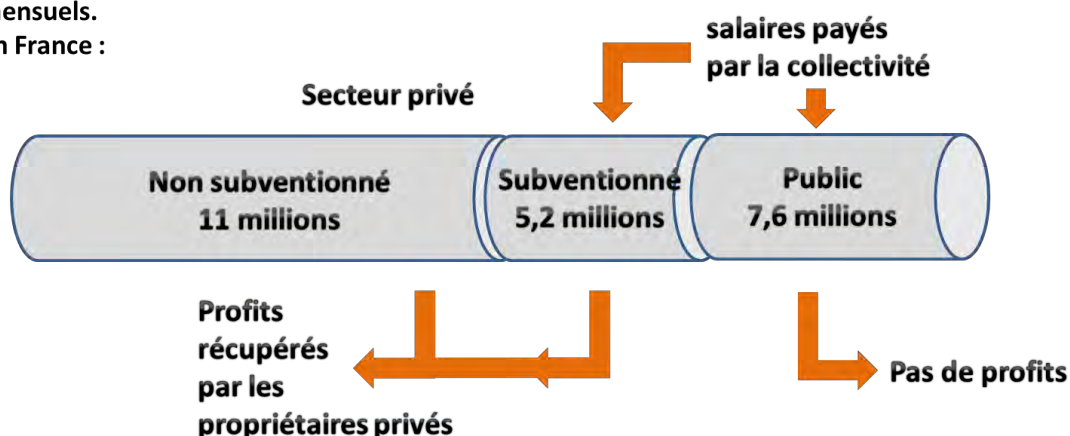
Au contraire, chacun peut constater que le chômage de masse continue d'exister, que les salaires sont faibles, que les délocalisations continuent de nous frapper, etc..

Cadeaux aux riches :

Le bouclier fiscal en France, ou son équivalent, existe dans la plupart des pays de l'OCDE, où le taux d'imposition de la tranche la plus élevée est passé de 70 % à 35 %, voire moins. Et cette situation n'évoluera pas avec le projet Hollande de taxer à 75 % les hauts revenus. Ce taux ne concernera que les revenus dépassant le million d'euros annuels par bénéficiaire. D'autre part, les revenus du capital en sont exclus, or pour ces tranches d'imposition, les revenus du capital constituent l'essentiel des revenus globaux. Les riches peuvent dormir tranquilles. La totalité des ces mesures a été estimée, lors de la campagne présidentielle par Jérôme Cahuzac, actuel ministre du budget, à la somme de 45 milliards.

Non seulement toutes ces mesures ont creusé les inégalités, mais ces allègements d'impôts ne se sont pas traduits par des investissements et une consommation supplémentaire des classes aisées. Loin s'en faut. Les ménages aisés et les entreprises préférant investir l'argent dégagé en produits financiers (notamment en obligations d'Etat, c'est-à-dire dans la dette publique) et en spéculation, plutôt que dans « l'économie réelle ».

- Le salaire médian en France en 2011 est de 1.675 euros mensuels nets, soit un salaire socialisé de 3.080 euros mensuels
- Les « niches fiscales et sociales pour les entreprises » s'élèvent à 172 milliards d'euros (Rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, octobre 2010). A cela s'ajoutent les 20 milliards octroyés récemment par Ayrault.
- 192 milliards représentent 5,2 millions d'emplois à ce salaire médian de 3.080 euros mensuels.
- En France :



Ce **COÛT DU CAPITAL** place nos économies développées face à de nombreux problèmes :

- ☞ **Un manque de salaire direct,**
- ☞ **Un manque de salaire indirect,**
- ☞ **Un défaut d'investissements,**
- ☞ **Un défaut de recettes fiscales (services publics),**
- ☞ **Une domination de classe sur ce que l'on produit.**

Pour qu'une économie comme la nôtre (une société de consommation) fonctionne, il faut vendre ce qui est produit. Qui consomme dans le circuit économique ? Réponse : trois acteurs.

Premièrement les ménages, dont le revenu principal demeure le salaire, même si pour les plus aisés, les revenus du capital ont pris une part importante depuis les années 80. Mais on a vu que la consommation des riches était insuffisante en volume (accumulation financière).

Le coût du capital pose donc un problème par **manque de salaire direct**, de « pouvoir d'achat » pour faire tourner l'économie capitaliste. Du point de vue purement économique, ce manque de salaire direct peut se résoudre momentanément par le recours au crédit (comme dans le cas des subprimes américains), mais cela pose d'autres problèmes en cascade, comme l'a montré la crise de subprimes en 2007.

D'autre part, le **manque de salaire indirect**, de cotisations sociales, pose un problème non seulement social (une protection sociale qui se réduit), mais aussi économique, car la cotisation sociale, qui est transformée sans intermédiaire en prestations sociales, participe au circuit économique : elle est la base de revenus des retraités et des privés d'emploi, qui vont consommer au moyen de ce revenu. Les prestations familiales (par exemple l'allocation de rentrée scolaire) créent une demande économique. Et en matière de santé, elle assure le financement de plusieurs sec-

teurs économiques : hôpital public, industrie pharmaceutique, etc.. En cela la cotisation sociale est génératrice de centaines de milliers d'emplois.

Deuxième acteur de l'économie : les entreprises, lorsqu'elles achètent des biens intermédiaires et lorsqu'elles investissent. Mais on a vu que le coût du capital fait **baisser l'investissement**, d'où, là aussi, un ralentissement de l'économie.

Troisième acteur de l'économie : les services publics par leurs dépenses de fonctionnement et les investissements dans les infrastructures publiques. On a vu que les **rentées fiscales étant impactées** par le coût du capital, celui-ci pose là encore un problème économique.

Cette situation de développement des inégalités a un autre impact : la production des pays développés est de plus en plus orientée vers les marchés solvables et lucratifs, à savoir la consommation des classes sociales aisées, et donc de moins en moins vers les besoins du plus grand nombre.

Cette question de l'orientation de l'outil de production, du « **que devons-nous produire** » n'est absolument pas secondaire.. Et le système nous en dépossède. On peut prendre l'exemple de « quel médicament » on produit et « pour qui ».



**La richesse n'a pas à être partagée
« TOUT EST À NOUS »**

Le travail est ce qui crée la valeur. Il faut le valoriser (reconnaissance des qualifications, conditions de travail, etc..).

Le partage primaire de la valeur ajoutée n'a pas lieu d'être : S'opposer au capitalisme signifie s'opposer à l'existence même du profit. Une augmentation massive des salaires doit donc être imposée (augmentation des salaires directs et augmentation des cotisations), à commencer dans les entreprises.



Le partage (dit « secondaire ») de la valeur ajoutée entre salaire direct, salaire indirect, impôt et investissement est aussi un enjeu majeur pour le développement de l'emploi, de l'investissement et de notre protection sociale.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La véritable question qui se pose est : **dans quelle société voulons-nous vivre ?**

On peut très bien élaborer un système économique et social qui soit inégalitaire (la preuve, on vit dedans) mais qui remplisse parfaitement la fonction de maximiser les avantages pour une minorité sur le dos d'une majorité. C'est sur ce modèle économique qu'a fonctionné, pendant des siècles, l'empire romain et le monde féodal.

On peut aussi choisir une société où l'exigence est la réponse aux besoins du plus grand nombre, c'est ce que nous disons à la FNIC-CGT.

Mais dans les deux cas, il s'agit d'un choix politique, donc arbitraire par nature.

A partir de là, notre choix étant fait, les questions qui en découlent sont :

➤ **Comment parvenir à imposer nos choix de classe à la classe dominante ?**

➤ **Quels objectifs de revendication ?**

➤ **Quels modes d'action pour y parvenir : Mener la bataille des idées ; des négociations sans rapport de force ou construction de convergences des luttes ?**

➤ **De quelle organisation CGT avons-nous besoin pour y parvenir, à tous les niveaux, à commencer par le syndicat d'entreprise (syndicalisme d'élus, de professionnels du syndicalisme ou syndicalisme de combat) ?**

ASSURER 60 BRANCHES DE MÉTIERS, C'EST UN MÉTIER

AG2R LA MONDIALE est un groupe de protection sociale, acteur complet de l'assurance de personnes, pionnier et leader des accords de branche en santé et prévoyance.

AG2R LA MONDIALE dispose d'une véritable capacité à prendre en compte des problématiques professionnelles diverses et évolutives dans tous les secteurs d'activité : industrie, service ou commerce. Chaque assuré bénéficie des mêmes niveaux de garanties et de services, qu'il travaille dans une petite ou une grande entreprise. Pour plus d'informations, contactez Joël BIENASSIS Direction des Accords Collectifs.

Tél. : 01 76 60 85 32 - dac-interpro@ag2rlamondiale.fr



AG2R LA MONDIALE le contraire de seul au monde

PRÉVOYANCE
SANTÉ
ÉPARGNE
RETRAITE
ACTION SOCIALE